

54605

ECA/POP/TP/93/7/3



**NATIONS UNIES
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE**

**STATUT ET ROLE DE LA FEMME DANS LE
PROCESSUS DE DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE
ET COMPORTEMENT DEMOGRAPHIQUE:
STRATEGIES ET IMPLICATIONS**

UNITED NATIONS
ECONOMIC COMMISSION FOR AFRICA

2 AUG 1994

LIBRARY
ADDIS ABABA

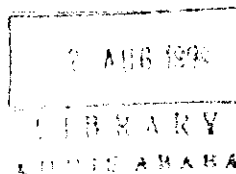
**NOVEMBRE 1993
ADDIS-ABEBA**

ECA/POP/TP/93/7/3

**NATIONS UNIES
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE**

**STATUT ET ROLE DE LA FEMME DANS LE
PROCESSUS DE DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE
ET COMPORTEMENT DEMOGRAPHIQUE:
STRATEGIES ET IMPLICATIONS**

**UNITED NATIONS
ECONOMIC COMMISSION FOR AFRICA**



**Novembre 1993
Addis-Abeba**

TABLE DES MATIERES

	Page
I. INTRODUCTION	1
II. CARACTERISTIQUES DU STATUT SOCIAL ET DES ROLES ECONOMIQUES DE LA FEMME	3
A. Statut social	3
B. Principaux rôles économiques	5
1. Rôles en zones rurales	5
2. Rôles en zones urbaines	6
III. STATUT, ROLES ET COMPORTEMENT DEMOGRAPHIQUE	7
A. Statut, rôles et comportement en matière de nuptialité	7
B. Statut, rôles et comportement en matière de fécondité et de planification familiale	8
C. Statut, rôles et comportement en matière de santé	9
D. Statut, rôles et comportement migratoire	11
IV. EVOLUTION DU STATUT SOCIAL ET DES ROLES ECONOMIQUES DE LA FEMME: STRATEGIES ET IMPLICATIONS SUR LE COMPORTEMENT DEMOGRAPHIQUE	12
A. Stratégies pour l'évolution du statut social et du rôle économique	12
1. Généralisation de l'éducation et de la formation professionnelle	12
2. Promotion de l'emploi de la femme	13
3. Amélioration de la santé et du bien-être des populations et promotion de la planification familiale	13
4. Renforcement du rôle des organisations et groupements féminins.	14
5. Promotion de la recherche sur les problèmes et les besoins de la femme	15
B. Implications des stratégies sur le comportement démographique	15
V. SYNTHESE ET CONCLUSIONS	17

I. INTRODUCTION

L'étude procède de la reformulation de l'élément de programme 3 de l'exercice biennal 1992/93 intitulé: "Séminaire sur le rôle de la femme dans le processus de développement des Etats membres de la CEA: Stratégies et implications"^{1/}. Les principaux objectifs du séminaire sont les suivants: i) identifier les déterminants des principaux rôles domestiques et économiques de la femme dans la famille et dans la société; ii) sensibiliser les décideurs sur la nécessité de mettre en oeuvre des programmes et stratégies visant à mieux intégrer la femme africaine au développement socio-économique du continent et, iii) stimuler la recherche sur les problèmes et besoins de la femme.

Bien que poursuivant des objectifs similaires, l'étude sera plutôt centrée sur l'analyse des interrelations théoriques entre le statut social, les rôles économiques et le comportement démographique. Il s'agira d'identifier les facteurs déterminants de ces interrelations dans le contexte socio-économique des pays africains et, sur la base des constats, formuler des propositions de programmes et stratégies visant à l'amélioration du statut et des rôles de la femme.

Les femmes en âge d'activité et celles en âge de procréation constituent les populations-cibles. En effet, du fait de la survivance de situations liées à la division inégale du travail entre les sexes, ces femmes assument de nombreux rôles économiques aussi bien dans les zones urbaines que dans les zones rurales de l'Afrique. Au 1er juillet 1993, la population féminine totale représentait un peu plus de la moitié de la population totale (50.25 p.100), correspondant à un effectif de 353 millions de femmes environ dont 64 p.100 étaient en âge d'activité (10-64 ans) et 45 p.100 en âge de procréation (15-49 ans)^{2/}.

^{1/} Un avant-projet sur le " rôle de la femme dans le processus de développement en Afrique et comportement démographique: Stratégies et implications" a été préparé dans le cadre de la stratégie élaborée par la Division de la population à l'intention du FNUAP. Les discussions sur la stratégie étant toujours en cours, le financement du montant de 170.000 USD nécessaire à la mise en oeuvre des activités prévues dans l'avant-projet n'a pu être mobilisé. Ces activités et produits sont les suivants:

- i) un atelier de trois semaines au début du projet à l'intention de 20 chercheurs nationaux pour discuter des problèmes méthodologiques et décider du plan et du contenu des études nationales;
- ii) l'analyse descriptive et explicative du statut et des rôles de la femme dans les différents secteurs de l'économie et l'étude de leurs effets sur le comportement démographique, à partir des données disponibles dans une vingtaine de pays (recensements, enquêtes, statistiques du travail, etc...);
- iii) la préparation d'une étude comparative sur "le rôle de la femme dans le processus de développement en Afrique et comportement démographique: Stratégies et implications";
- iv) des missions de suivi dans le pays participants.

^{2/} United Nations, New York, 1993. The Sex and Age Distribution of the World Population. The 1992 Revision.

—, 1993. World Population Prospects. The 1992 Revision.

Le concept de statut de la femme se réfère à des réalités différentes en fonction du contexte social, culturel et historique. Nous le définissons ici comme l'ensemble des règles qui régissent la conduite de la femme et déterminent sa position au sein du groupe.

L'étude pose alors l'hypothèse selon laquelle le comportement démographique de la majorité des femmes africaines est probablement lié au statut social et aux rôles économiques qui leur sont habituellement concédés par le groupe et que, toute modification d'un tel comportement nécessite, au préalable, une amélioration de leur condition sociale et une évolution de leurs rôles économiques. L'hypothèse repose sur la nature des relations déjà établies par de nombreuses études entre:

- i) le statut social et le comportement en matière de nuptialité et de fécondité;
- ii) les structures familiales et le niveau de la fécondité;
- iii) les activités de production et les activités de reproduction;
- iv) l'éducation, l'emploi et les phénomènes démographiques (i.e nuptialité, espacement des naissances, survie des enfants, mortalité maternelle, etc...)^{3/}.

^{3/} UNECA, Addis Abeba, 1985. Structure des ménages et fécondité en Afrique sub-saharienne. Etude comparative des données de l'Enquête mondiale sur la fécondité (Cameroun, Côte D'Ivoire, Ghana, Kenya, Lesotho, Nigeria), ECA/POP/WP/1985/19.

—, 1986. Impact de l'évolution du rôle de la femme sur la fécondité. Cas de quelques pays de l'Afrique de l'Ouest. ECA/TP/POP/86/2.3 (a)

—, 1987. Impact de la modification du rythme de constitution de la famille et de la structure des ménages sur la fécondité dans quelques pays africains (analyse comparative des données de l'Enquête mondiale sur la fécondité), ECA/POP/TP/87/7(2.3(b)).

—, 1988. Les déterminants proches de la fécondité dans quelques pays africains, ECA/POP/TP/88/1/(2.1(ii)(a)).

—, 1989. Les effets des variables de nuptialité sur la fécondité dans quelques pays africains, ECA/POP/TP/89/6/2.1(ii)(b).

J. Cleland, 1989. Maternal education and child survival: Further evidence and explanation, in What we know about the health transition: The proceedings of an international workshop, Canberra, May, J. Cleland et al., Canberra Australian National University, Health Transition Centre, 1990.

C. Lloyd, 1990. Understanding the relationship between women's work and fertility: The contribution of the World Fertility Survey, Population Council, Working Paper No 9

A. L. Guéye, 1991. Structures familiales, nuptialité et fécondité: cas de 5 pays africains arabophones, in Actes Conférence UEPA "Femme, Famille, Population", Ouagadougou.

E. K. Campbell, 1991. The influence of modernism on the desired family size: Method and application, in Actes Conférence UEPA "Femme, Famille, Population", Ouagadougou.

N. A. Pithandenge, 1991. Urbanité et évolution des comportements en matière de nuptialité dans les grandes villes du Zaïre, in Actes Conférence UEPA "Femme, Famille, Population", Ouagadougou;

A. Evans, 1992. Women's work and family welfare: Informal Women's Groups and Family Planning Information and Services, World Employment Programme, Working Paper No 182, Geneva, ILO.

J. Hobcraft, 1992. Women's education, child welfare and child survival, Expert Group Meeting on Population and Women, Gaborone.

C. Opong, 1992. Relationships between women's work and demographic behaviour: Some research evidence in West Africa, ILO, Working Paper No 175.

D. Shapiro, O. Tambashe, 1993. Fertility and the status of women in Kinshasa, in Actes Congrès international de la population de l'UIESP, Montreal.

Le document sera structuré autour de cinq chapitres. A la suite de ce chapitre introductif, il sera procédé, au chapitre II, à l'analyse des caractéristiques sociales, économiques et démographiques du statut et des rôles de la femme en Afrique. Le chapitre III mettra en évidence les relations de cause à effet entre le statut, les rôles et le comportement démographique. Des propositions de programmes et stratégies susceptibles de conduire à une évolution du statut social et des rôles économiques de la femme seront formulées au chapitre IV qui anticipera aussi sur les effets d'une telle évolution sur le comportement démographique. Le dernier chapitre fera la synthèse des résultats et présentera les conclusions de l'étude.

II. CARACTERISTIQUES DU STATUT SOCIAL ET DES ROLES ECONOMIQUES DE LA FEMME

A. Statut social

Les études sur le statut social des femmes africaines ont reconnu, qu'en dépit des nombreux rôles qu'elles remplissent, elles sont, dans leur grande majorité, défavorisées lorsqu'il s'agit d'avoir accès aux instruments du développement économique et social et aux moyens qui permettent d'améliorer la qualité de leur vie, de contrôler les événements importants qui les concernent directement, ou de participer aux prises de décisions dans la famille et dans la collectivité.^{4/}

Dans la collectivité, le bas statut des femmes est par exemple illustré par leur faible accès à l'instruction, à l'éducation et à la formation professionnelle. En effet, d'après les statistiques disponibles, les taux d'analphabétisme sont sensiblement plus élevés chez les femmes. Deux-tiers environ des femmes sont sans instruction. Parmi celles qui sont instruites, la majorité

^{4/} C. Boserup, E., 1970. Women's role in economic development, London, Allen et Unwin

Whyte, M.K., 1977. The status of women in preindustrial societies, Princeton University Press.

Harrington, J., 1978. Some micro-socioeconomics of female status in Nigeria, papier présenté à la Conférence Women in Poverty: What do we know.

Nelson, N., 1981. African women in the development process, London.

C. Oppong, 1979. Household economic demographic decision making, in Proceedings of a Conference on Economic and Demographic Change, Helsinki.

—, 1983, Female and Male in West Africa, London;

—, 1988. Les femmes africaines: des épouses, des mères et des travailleuses, in Population et société en Afrique au sud du sahara, Edition l'Harmattan, Paris.

Mason, O.K., 1984. The status of women: a review of its relationships to fertility and mortality, New York, Rockefeller Foundation. UNECA, Addis Abeba, 1986, op. cit.

Dixon-Mueller, R. et Ankar, R., 1988. Assessing women's economic contributions to development, Human Resources and Development Planning, Document No 6, Genève, BIT.

K. Namudu, 1991. Shifting perceptions of the status and role of educated women within the family and community in Africa from 1960s to 1980s, in Actes Conférence UEPA "Femme, Famille, population", Ouagadougou;

Karin, L. D., 1992. Obstacles to women's entrepreneurship in Africa, Small Enterprise Programme, Geneva, ILO.

E. Postel, 1992. The value of women, women's autonomy, population and policy trends, Expert Group Meeting on Population and Women, Gaborone, June.

Nations Unies, CEPED, FNUAP, URD Lomé, 1992. Condition de la femme et population. Le cas de l'Afrique francophone.

ne va pas au-delà du cycle primaire, les abandons étant généralement dûs aux mariages et/ou aux grossesses précoces, au manque de moyens des groupes démunis qui préfèrent maintenir leurs garçons à l'école plutôt que les filles. Les femmes continuent ainsi de constituer la grande majorité des analphabètes dans la plupart des pays en dépit du fait que les filles ont théoriquement le même droit à l'éducation que les garçons, et malgré les efforts déployés par les gouvernements pour éliminer l'analphabétisme^{5/}.

Un niveau d'instruction aussi faible constitue le principal obstacle à l'insertion des femmes dans le secteur structuré de l'économie. D'autres contraintes d'ordre culturel telles que l'opposition de l'époux et les idées préconçues sur la position "inférieure" de la femme sont aussi évoquées dans la littérature^{6/}.

Les femmes sont aussi défavorisées en matière de santé. L'Afrique est en effet la région du monde où les taux de mortalité maternelle et infantile sont les plus élevés. En tant que principaux problèmes sanitaires du continent, la malnutrition, les maladies infectieuses, l'insuffisance des soins prénataux et post-nataux, l'absence d'eau potable, surtout dans les zones rurales, affectent plus particulièrement les femmes et les enfants.

Le statut social de la femme africaine reste par ailleurs lié à son rôle de mère et d'épouse. C'est ainsi qu'une forte pression sociale s'exerce souvent sur elle pour qu'elle entre en union et donne naissance à des enfants. Ce rôle de mère et d'épouse, traditionnellement reconnu à la femme africaine, serait d'ailleurs à l'origine même de sa condition, condition presque toujours inférieure à celle de l'homme^{7/}. En effet, dans les sociétés peu malthusiennes, l'intensité et la durée du mariage augmentent le temps que la femme consacre à la procréation et à la garde des enfants, affectant ainsi les opportunités d'éducation et d'emploi, donc les possibilités d'amélioration de son statut et de ses rôles.

La persistance du bas statut de la femme africaine est de ce fait expliquée par la précocité de l'âge au mariage, la pratique courante de la polygamie, l'écart d'âge souvent considérable entre les époux, la forte intensité de la procréation, la division inégale du travail entre les sexes et le faible niveau d'instruction des femmes.

Certaines stratégies telles que les réformes agraires qui sont intervenues dans la plupart des pays et la privatisation de plus en plus poussée des droits de propriété ont souvent été réalisées au détriment des femmes pour détériorer davantage leur position au sein de la famille

^{5/} UNECA, Addis Abeba, 1986. Impact de l'évolution du rôle de la femme sur la fécondité. Cas de quelques pays de l'Afrique de l'Ouest, ECA/TP/POP/86/2.3 (a).

^{6/} UNECA, Addis Abeba, 1986, op. cit.

^{7/} Nations Unies, CEPED, FNUAP, URD Lomé, 1992. Op. cit.

et de la collectivité^{8/}. Les femmes en sont ainsi arrivées à perdre leur droit de vente du surplus agricole qui leur était reconnu dans les sociétés traditionnelles. Les hommes sont devenus les propriétaires exclusifs des terres dont ils peuvent disposer à leur guise. Les femmes non mariées ou sans enfant ont ainsi peu de chances d'accéder à la propriété. La législation sur les droits d'héritage et sur les droits de propriété renforcent ainsi le désir des femmes d'avoir un grand nombre d'enfants et surtout de garçons, en guise de sécurité sociale pendant la vieillesse.

B. Principaux rôles économiques

1. Rôles en zones rurales

En plus de leur rôle domestique traditionnel de mères et d'épouses qui les rend responsables de la protection de la famille, les femmes des zones rurales sont aussi responsables de la production agricole, de la transformation et de la distribution des produits locaux de l'agriculture, de la pêche et de l'artisanat. Selon les statistiques disponibles, 70 à 80 p. 100 environ des femmes africaines des zones rurales sont ainsi occupées dans les exploitations familiales^{9/}.

Malgré ces nombreux rôles, les femmes des zones rurales de l'Afrique assument de plus en plus de responsabilités habituellement à la charge des hommes. Les études récentes sur les conditions socio-économiques en Afrique suggèrent en effet une augmentation du nombre de ménages dirigés par des femmes ^{10/}. C'est le cas dans certaines zones rurales de l'Afrique de l'Ouest (au Sahel notamment), de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe où l'on a observé un nombre de plus en plus important de femmes parmi les chefs de ménages. Au Kenya par exemple, 25 p. 100 environ des ménages en zones rurales sont dirigés par les femmes, le pourcentage observé au Botswana étant de 42 p. 100 ^{11/}.

Ces rôles additionnels sont dûs à l'ampleur des mouvements migratoires qui touchent principalement les hommes (exode rural et émigration), souvent obligés d'émigrer sans leur famille pour chercher du travail en ville ou dans d'autres pays. Parmi les principales causes des migrations "masculines" on peut citer les difficultés économiques du pays d'origine, les calamités naturelles (sécheresse en particulier) et les guerres. Les ruptures d'unions et les conceptions pré-nuptiales sont aussi citées parmi les facteurs qui conduisent les femmes à diriger un ménage.

^{8/} World Bank, 1986, op. cit.

^{9/} UNECA, Addis Abeba, 1986, op. cit.

^{10/} Cynthia B. Lloyd and al, 1993. Women's Role in Maintaining Households: Family Welfare and Sexual Inequality in Ghana. Population Studies, Vol 47, Number 1.

^{11/} World Bank, 1986. Population Growth and Policies in Sub-Saharan Africa.

En résumé, en dépit des nombreux rôles qu'elles assument, les populations rurales et les femmes des zones rurales en particulier, ont moins bénéficié des avantages du développement, que ce soit dans le domaine de l'éducation, de l'emploi, de l'habitat ou de la santé. D'autre part, étant donné le style de développement des pays africains, la presque totalité des infrastructures socio-économiques, des établissements para-publics, des services gouvernementaux et du commerce est concentrée dans les grandes villes, souvent dans la capitale où réside l'élite du pays. Sur le plan économique, une telle politique a finalement conduit à une situation où, dans la plupart des pays africains, les termes de l'échange sont passés depuis les années 70 à l'avantage des centres urbains^{12/}.

Il est alors à craindre qu'une population féminine de plus en plus prédominante dans les zones rurales du fait de l'émigration des hommes, n'ait pour conséquence une plus grande marginalisation des femmes rurales dans le processus de développement.

2. Rôles en zones urbaines

En zones urbaines, on trouve de plus en plus de femmes instruites, salariées et employées dans le secteur structuré de l'économie (public, para-public, privé). Toutefois, le nombre de femmes concernées est extrêmement faible puisque celles-ci ne représentent que 2 à 10 p. 100 (selon le pays) de l'ensemble des femmes, comparé à la catégorie des femmes "sans emploi" qui regroupe entre 30 et 40 p. 100 des femmes^{13/}.

En réalité, la grande majorité des femmes travailleuses des zones urbaines exercent le plus souvent dans le secteur informel où elles occupent les emplois qui leur sont traditionnellement réservés. Le plus grand nombre exerce dans le commerce et les services qui constituent la seconde activité économique dans la plupart des pays. Les données de l'Enquête mondiale sur la fécondité ont ainsi montré que dans certains pays de l'Afrique de l'Ouest comme le Bénin et le Togo, "près de 90 p. 100 de la population active dans le secteur tertiaire, secteur dont le développement est lié à celui des services et du commerce, est féminine"^{14/}.

Le constat est donc fait qu'en Afrique, la grande majorité des femmes travailleuses reste toujours occupée dans l'agriculture en zones rurales et dans le secteur non structuré de l'économie en zones urbaines. Le nombre de femmes employées dans le secteur structuré, bien qu'en croissance continue dans les zones urbaines, reste cependant très limité. Les femmes travailleuses des zones urbaines et rurales continuent, malgré tout, à être confrontées aux difficultés suivantes lorsqu'il s'agit d'augmenter leur productivité ou d'améliorer leur position: faible accès aux moyens et aux nouvelles techniques de production, au crédit, aux coopératives,

^{12/} World Bank, 1986, op. cit.

^{13/} UNECA, 1986, op. cit.

^{14/} UNECA, 1986, op. cit.

à la formation professionnelle, aux postes de responsabilité dans la fonction publique, dans le gouvernement et dans la direction des partis politiques ^{15/}.

III. STATUT, ROLES ET COMPORTEMENT DEMOGRAPHIQUE

Les caractéristiques du statut social et des rôles économiques présentées ci-dessus justifieraient en partie le comportement démographique des femmes en Afrique^{16/}. Le rôle du mariage et de la procréation dans le processus de reconnaissance et de valorisation de la femme au sein de la famille et la société, la conduira probablement à adopter (de façon consciente ou non) un comportement en matière de nuptialité et de fécondité pour assumer rapidement son rôle essentiel de mère et d'épouse.

A. Statut, rôles et comportement en matière de nuptialité

La situation matrimoniale des femmes continue d'être prise en compte dans la détermination de leur position sociale, les femmes mariées jouant un rôle social souvent plus significatif que celui reconnu aux femmes non mariées. Il faut toutefois reconnaître que la considération d'autres facteurs tels que l'éducation ou l'indépendance économique de la femme s'impose de plus en plus aux sociétés africaines en mutation continue.

La femme mariée continue cependant de bénéficier d'une plus grande considération sociale. Un tel argument est d'ailleurs souvent avancé pour justifier la pratique courante de la polygamie et la fréquence élevée des remariages dans bon nombre de sociétés africaines. En effet, on a observé que, même si les unions sont relativement instables sur le continent, puisque selon le pays, 15 à 29 p. 100 des premières unions sont rompues d'après les données de l'EMF, cette instabilité des unions est largement compensée par une fréquence élevée des remariages. Ainsi, il en résulte une moyenne élevée des pourcentages de temps passé dans les mariages, dont la valeur se stabilise autour de 95 p. 100 dans tous les pays étudiés^{17/}.

L'importance du mariage tient au fait qu'il constitue encore le moyen privilégié pour la femme africaine d'accéder à son rôle de mère et d'épouse. En effet, non seulement les contrôles sociaux en matière de nuptialité et de procréation sont tels que les naissances illégitimes ne sont pas encore tout à fait tolérées dans la plupart des sociétés africaines mais aussi, toute situation prolongée de non- mariage (célibat, divorce ou veuvage) constitue encore un risque de marginalisation sociale pour la femme. Il en résulte que les femmes, en particulier celles des zones rurales commencent non seulement très tôt les activités socio-économiques, mais sont aussi prêtes à assumer leur rôle de mère dans une union stable et à un âge relativement jeune.

^{15/} World Bank, 1986, op. cit.

^{16/} UNECA, Addis Abeba, 1974. Indications à utiliser pour un examen des liens entre l'intégration des femmes dans le processus de développement, la condition de la femme et les facteurs démographiques en Afrique, E/CN.14/SW/37

^{17/} Données des enquêtes africaines de l'Enquête mondiale sur la fécondité (EMF) et de l'Enquête démographique et de santé (EDS)

L'importance accordée au mariage est d'ailleurs confirmée par l'ensemble des études menées à ce jour qui s'accordent sur son caractère quasi universel dans la plupart des pays. Les données des enquêtes africaines réalisées dans le cadre des programmes EMF et Enquête démographique et de santé (EDS), montrent ainsi, qu'à l'âge de 30 ans, presque toutes les femmes ont déjà contracté un premier mariage. Le célibat définitif s'avère alors très faible, étant presque partout, dans les pays participants, de l'ordre de 2 p. 100^{18/}.

Le modèle de nuptialité observé sur le continent se caractérise donc par une relative précocité de l'âge au premier mariage (18-19 ans environ). Il a été établi que les femmes dont l'âge au premier mariage est tardif par rapport à l'âge habituel auquel est mariée la plupart des femmes, sont celles pour qui le mariage ne constitue plus un moyen de reconnaissance sociale^{19/}. Il s'agit généralement de femmes instruites, résidant en zones urbaines et employées dans le secteur structuré de l'économie mais qui ne représentent qu'un faible pourcentage des femmes. Cette catégorie de femmes accepte de plus en plus difficilement d'être confinée exclusivement aux activités reproductives et exigent désormais un rôle social plus important.

B. Statut, rôles et comportement en matière de fécondité et de planification familiale

En matière de fécondité, le statut social de la femme reste lié au nombre d'enfants vivants et surtout au nombre de garçons qu'elle a mis au monde. Cette attitude pronataliste des populations justifierait en partie la précocité, l'intensité et l'universalité du mariage et l'absence de limitation délibérée et généralisée des naissances par les couples.

Les femmes africaines se trouvent ainsi prématurément exposées au risque de procréer et finissent par maximiser leurs capacités reproductives. En effet, la vie féconde est entamée à des âges relativement jeunes, l'âge médian à la première naissance vivante s'établissant autour de 19-20 dans la plupart des pays^{20/}. Les activités reproductives se poursuivent alors jusqu'aux approches de la ménopause, la pratique de la contraception d'arrêt étant pratiquement inexistante.

Les données fournies par les enquêtes et les recensements réalisés en Afrique situent ainsi le niveau de la descendance du moment autour de 6-7 enfants, niveau nettement plus élevé que celui de 2.2 requis pour le renouvellement d'une population. L'examen des taux de fécondité fournies par les enquêtes EMF et EDS et l'évaluation de la contribution des différents groupes d'âges à la constitution de la descendance du moment, confirment la faible utilisation de

^{18/} EMF et EDS: Rapports d'analyse des données des enquêtes africaines.

^{19/} UNECA, Addis Abeba, 1986, op. cit.

^{20/} EMF et EDS: Données des enquêtes africaines.

méthodes contraceptives efficaces^{21/}. La structure par âge de la fécondité montre en effet que l'on est en présence d'un schéma classique de fécondité naturelle, caractérisé par un étalement des naissances sur toute la période de reproduction.

Par ailleurs, la division inégale du travail entre les sexes amène les femmes à être souvent occupées dans des activités socio-économiques ne faisant pas obstacle à leurs activités reproductives. Cette observation est confirmée par les données de l'EMF relatives au statut dans l'emploi. Ainsi, les 56 à 80 p. 100 des femmes qui, selon le pays, étaient occupées dans les exploitations familiales ou en train de travailler à leur propre compte, exerçaient en réalité des activités tout à fait compatibles avec leur rôle traditionnel de mère et d'épouse. Les activités commerciales ou les travaux champêtres ne semblent pas en effet faire obstacle à la maternité et n'empêchent pas la mère de s'occuper de son nouveau-né dans le contexte social des pays africains.

Du fait donc de la valeur attachée à la femme féconde dans les sociétés traditionnelles africaines, "les femmes perçoivent l'activité économique non pas comme une alternative, mais plutôt un complément de la maternité"^{22/}. La forte intensité des activités reproductives pendant toute la période de procréation laisse effectivement peu de place à l'activité économique des femmes, contribuant ainsi à maintenir celles-ci dans une situation d'infériorité par rapport aux hommes.

C. Statut, rôles et comportement en matière de santé

Le niveau élevé de la morbidité et de la mortalité, dû principalement aux maladies transmissibles et aux carences nutritionnelles, l'insuffisance des services de santé de base et la pénurie du personnel médical ont été identifiées par l'Organisation Mondiale de la Santé comme étant les principaux problèmes sanitaires de l'Afrique (OMS, AFRO, 1970). Ces problèmes de santé touchent avant tout les groupes vulnérables (femmes, enfants et vieillards). Les femmes sont cependant les plus touchées à cause des nombreux facteurs défavorables influençant leur santé tels que le statut social, les maternités rapprochées, précoces ou tardives, le surmenage physique et nerveux, les responsabilités grandissantes en milieu rural dues à l'exode des hommes^{23/}.

Toutefois, compte tenu des responsabilités qui découlent de leur rôle traditionnel de protection de la famille, les femmes africaines et en particulier les femmes en milieu rural, continuent d'apporter une contribution importante à la santé et au bien-être des membres de la

^{21/} UNECA, Addis Abeba, 1991. Estimation de la fécondité dans quelques pays africains: Source des données, méthodes d'estimation, niveaux de fécondité, modèles et tendances, ECA/POP/TP/91/3 (2.1) (a).

^{22/} Van de Walle et Nassour Ouaidou, 1985. Conditions et fécondité des femmes au Burkina Faso. Dans Perspectives internationales du planning familial.

^{23/} Chauliac, M. et Rimbault, 1985. Vie des femmes: santé des mères et des enfants.

famille. En effet, les rôles principaux qu'elles assument habituellement, influencent directement l'état sanitaire de toute la famille, à savoir:

- i) nourrir tous les membres de la famille;
- ii) approvisionner la famille en eau potable;
- iii) créer un environnement domestique sain;
- iv) veiller à leurs propres vaccinations et à celles des enfants;
- v) assurer les premiers soins aux enfants et aux vieillards;
- vi) éduquer les enfants à la santé et,
- vii) promouvoir la planification familiale, surtout avec les méthodes traditionnelles^{24/}.

Les femmes africaines retrouvent de nouveau leur rôle central de protection de la santé de la famille avec le processus de mise en oeuvre de la stratégie des "Soins de Santé Primaires" (SSP), lancée par la Déclaration d'Alma Ata en 1978, sous l'égide de l'OMS. En effet, la plupart des activités inscrites dans le cadre des SSP relèvent des responsabilités traditionnellement assumées par les femmes. Elles peuvent être résumées en huit composantes, depuis l'éducation pour la santé jusqu'à la fourniture des médicaments essentiels, en passant par la promotion de bonnes conditions alimentaires et nutritionnelles, l'approvisionnement en eau saine, la santé maternelle et infantile incluant la planification familiale, le Programme Elargi de Vaccination, la prévention et le contrôle des endémies locales et le traitement des maladies et lésions courantes ^{25/}.

D'autre part, il faut s'attendre à ce que les femmes s'investissent de plus en plus dans la protection et l'amélioration de la santé de la famille. En effet, le contexte de crise économique et d'ajustement structurel qui frappe la plupart des pays africains a eu comme conséquence, une insuffisance des services de santé de base, une détérioration des infrastructures existantes et une pénurie du personnel médical du fait de la décroissance régulière du budget de la santé publique des Etats, conduisant ainsi à une plus grande implication des femmes dans la protection de la santé familiale.

^{24/} Khariatou MBaye, 1991. La femme et le bien-être de la famille, in Actes de la Conférence "Femme, famille et population", UEPA, Ouagadougou, 24-29 avril 1991.

^{25/} Cantrelle, P., 1993. Perspectives pour la santé des enfants en Afrique. Communication présentée au séminaire de l'IFORD sur la mortalité infantile et juvénile en Afrique: Bilan des recherches et politiques de santé, Yaoundé, 19-23 juillet 1993.

D. Statut, rôles et comportement migratoire

Les idées préconçues sur la dépendance de la femme ont, en partie, déterminé son comportement migratoire. En effet, la migration féminine, aussi bien de longue distance (à l'étranger) que de courte distance (exode rural), dépendait surtout de la migration masculine. Les femmes ne pouvaient migrer que par suite d'un mariage avec un migrant ou dans le cadre de la poursuite des études ou lorsqu'elles étaient confiées à des parents en ville ^{26/}.

La situation de crise économique actuelle a cependant conduit les femmes à être de plus en plus concernées par les migrations de main-d'oeuvre jusque-là réservées aux hommes. Des études récentes sur la migration féminine ont ainsi montré l'ampleur du phénomène avec une destination exclusivement urbaine et d'origine rurale. La raison économique de ces migrations et leur caractère de plus en plus autonome ont également été mises en évidence ^{27/}.

Toutefois, les femmes non mariées sont toujours les plus concernées par l'exode rural. Elles proviennent souvent des campagnes les plus défavorisées en matière de potentialités économiques et d'opportunités d'emplois, et sont relativement jeunes. Elles migrent en ville pour chercher du travail. Elles sont généralement célibataires et de ce fait, sont, au début, moins concernées par les activités reproductives. Les mariages peuvent cependant se produire par la suite, souvent avec des garçons du même milieu géographique qui ont migré pour les mêmes raisons. Cependant, comme l'a montré une étude sur la fécondité des citadines au Burkina Faso, ces "femmes qui viennent d'un milieu rural choisissent une activité économique pouvant être combinée avec les soins aux enfants et les tâches domestiques" ^{28/}. Il ne faut donc pas s'attendre à ce que la résidence urbaine ait une quelconque influence sur le comportement en matière de nuptialité ou de fécondité d'autant plus que la vie en communauté soustrait difficilement ces femmes des contrôles sociaux du milieu d'origine.

Les conditions de vie restent difficiles pour les femmes qui ont choisi de quitter leur village pour s'installer dans les villes. Elles vivent le plus souvent à la périphérie des centres urbains, dans des conditions d'habitat, d'hygiène et de sécurité relativement précaires et trouvent généralement leurs moyens de subsistance grâce aux produits de l'artisanat et aux travaux ménagers^{29/}. Leur faible niveau d'instruction et leur maigre chiffre d'affaires ne leur permettent pas l'accès au secteur structuré ou au crédit bancaire pour développer leurs activités

^{26/} Thérèse Locoh, 1987. Le rôle des familles dans l'accueil des migrants vers les villes africaines. In Actes du séminaire CRDI-ORSTOM-URD, Lomé

^{27/} Maimouna Sy, 1991. Migrations féminines selon les ethnies du Sénégal. In Actes Conférence femme, famille et population, UEPA, Ouagadougou, 24-29 avril 1991.

^{28/} Van de Walle et Nassour Ouaidou, 1985, op. cit.

^{29/} Diop, Marième, 1988. Un exemple de non insertion urbaine: le cas des migrantes saisonnières de Basse Casamance à Dakar.

économiques et améliorer leurs conditions de vie. Elles forment ainsi la majeure partie du secteur informel en ville.

IV. EVOLUTION DU STATUT SOCIAL ET DES ROLES ECONOMIQUES DE LA FEMME: STRATEGIES ET IMPLICATIONS SUR LE COMPORTEMENT DEMOGRAPHIQUE

Les gouvernements africains ont à plusieurs occasions reconnu que l'amélioration du statut de la femme doit être partie intégrante de tout effort de développement. Ils l'ont déclaré solennellement dans le cadre de plusieurs moyens d'action tels que le Plan d'action pour l'intégration de la femme au développement (Addis Abeba, 1978), le Plan d'action mondial (Copenhague, 1980), le Plan d'action de Lagos (1980), la Décennie des Nations Unies pour la femme (1975-80), les Stratégies d'Arusha pour la promotion de la femme en Afrique (1984), le Programme d'action de Kilimanjaro concernant la population et le développement (Arusha, 1984) et, plus récemment encore, la Déclaration de Dakar/Ngor sur la population, la famille et le développement durable.

L'amélioration de la condition de la femme nécessite cependant de la part des gouvernements africains, en coopération avec la communauté internationale et les partenaires au développement, des efforts considérables pour traduire en termes de programmes et stratégies les recommandations pertinentes formulées dans ces différents plans d'action.

A. Stratégies pour l'évolution du statut social et des rôles économiques

Les gouvernements, devraient, au-delà de leurs déclarations d'intention, prendre des actions pour faire évoluer le statut social et les rôles économiques de la femme en tant que mère et travailleuse dans tous les secteurs de l'économie et, encourager les recherches dans le domaine de son intégration au développement. Les stratégies suivantes devraient être poursuivies et renforcées.

1. Généralisation de l'éducation et de la formation professionnelle

Les gouvernements devraient se concentrer davantage sur la réorganisation et la réorientation du système éducationnel et des programmes de formation de telle sorte que:

- i) la majorité des femmes soit non seulement scolarisée, mais que cette même majorité puisse poursuivre ses études jusqu'à la fin du cycle primaire au moins;
- ii) les programmes de formation soient adaptés aux conditions particulières des pays en vue d'assurer une bonne adéquation entre formation et emploi;
- iii) les programmes scolaires et extra-scolaires en milieu rural puissent permettre aux jeunes d'utiliser sur place les connaissances acquises et freiner ainsi leur exode massif vers les villes;

iv) les programmes éducatifs puissent compléter l'éducation primaire en incluant, notamment, l'éducation familiale, l'éducation sexuelle et l'éducation des adultes, en particulier celle des femmes;

v) une plus grande place soit accordée à la formation professionnelle des femmes pour leur permettre d'exercer efficacement et en grand nombre dans tous les secteurs de l'économie notamment dans l'enseignement, la médecine, les branches techniques, l'industrie, le commerce, les banques, la fonction publique, etc...

2. Promotion de l'emploi de la femme

Les gouvernements devraient accélérer et généraliser la mise en oeuvre de programmes et stratégies ayant pour objectifs majeurs la promotion d'activités rémunératrices pour les femmes, l'intensification de leur activité professionnelle, l'augmentation de la productivité des femmes travailleuses, une division plus équitable du travail entre les sexes en vue d'alléger le fardeau des femmes. Les éléments de cette stratégie devraient inclure:

i) une politique vigoureuse de réformes économiques en faveur des femmes rurales en procédant, notamment, à une réorientation des politiques agricoles pour permettre aux femmes d'avoir accès: a) aux facteurs de production tels que la terre, le capital et l'eau; b) aux nouvelles techniques de production et de stockage; c) à une formation de base appropriée et, d) au crédit agricole et aux coopératives de production;

ii) la facilitation de l'accès des femmes à la propriété foncière et au crédit, à titre individuel et par le biais des coopératives ou autres groupements et associations professionnels pour: a) soutenir leurs initiatives dans le secteur du commerce et des services; b) permettre leur participation à tous les niveaux de création et de gestion de petites et moyennes entreprises et, c) renforcer leur indépendance économique et améliorer la qualité de leur vie;

iii) le développement de l'emploi salarié pour les femmes des zones urbaines et la mise en oeuvre de mesures susceptibles de faciliter leur accès au crédit bancaire.

3. Amélioration de la santé et du bien-être des populations et promotion de la planification familiale

Les gouvernements devraient continuer à donner la priorité à l'élaboration et à la mise en oeuvre de programmes et stratégies visant à l'amélioration de la santé et du bien-être des populations, notamment des groupes vulnérables que sont les enfants, les femmes et les vieillards. Ils devraient, par conséquent:

i) Poursuivre l'effort d'adaptation des structures des services sanitaires aux conditions locales et au style de développement socio-économique à prédominance rurale en se fondant sur le programme de l'OMS "la santé pour tous d'ici l'an 2000";

- ii) poursuivre et intensifier les programmes de santé maternelle et infantile et donner la priorité à la construction de centres de santé dans les localités rurales afin de favoriser l'accès facile aux infrastructures sanitaires;
- iii) mettre en oeuvre des politiques conséquentes d'éducation en matière de population dans le but d'amener les parents, et les mères en particulier, à prendre les mesures préventives nécessaires à la réduction de la morbidité et de la mortalité de l'enfance;
- iv) poursuivre les efforts pour la mise en application du programme d'Alma-Ata en ce qui concerne la participation communautaire;
- v) prendre des mesures plus énergiques pour décourager, par des campagnes d'information appropriées, les mariages trop précoces des jeunes filles et les grossesses à risques qu'ils entraînent;
- vi) développer des campagnes de sensibilisation des couples à la notion de "parenté responsable", vulgariser les méthodes modernes de contraception et encourager leur utilisation, élaborer des programmes permettant de renforcer les mécanismes traditionnels de régulation de la fécondité, en particulier promouvoir l'allaitement maternel. Les femmes, quel que soit leur statut matrimonial et, particulièrement celles vivant en zones rurales, devraient pouvoir avoir accès librement et gratuitement aux services de planification familiale.

4. Renforcement du rôle des organisations et groupements féminins.

La stratégie des gouvernements dans ce domaine devrait être orientée vers l'élaboration et l'application de mesures et textes de loi visant au renforcement du rôle des organisations et des groupements féminins. Les gouvernements devraient notamment:

- i) renforcer, en les dotant de ressources appropriées, les structures nationales qui s'occupent de la promotion de la femme. Ces structures devraient en effet pouvoir disposer des moyens de faire pression sur les gouvernements afin qu'ils tiennent davantage compte des problèmes des femmes dans les plans et stratégies de développement économique et social;
- ii) renforcer les dispositions pour considérer les organisations qui représentent les femmes comme des interlocuteurs privilégiés lorsqu'il s'agit de mener des campagnes de sensibilisation sur les droits de la femme;
- iii) encourager davantage la participation des femmes à la vie politique. Sous sa forme actuelle, cette participation ne se manifeste généralement qu'à l'occasion des consultations électorales lorsque le vote des femmes est convoité par les différentes formations politiques. Le nombre de femmes devrait être plus important au niveau de la direction des partis politiques qui devraient aussi être tenus de créer dans leurs structures des cellules chargées de la promotion de la femme.

5. Promotion de la recherche sur les problèmes et les besoins de la femme

Les gouvernements devraient mettre en place des centres de recherche ou renforcer les moyens des centres existants et les encourager à initier des programmes de recherche sur les problèmes et les besoins des femmes. Les résultats de ces recherches devraient aider les gouvernements à formuler et appliquer des politiques appropriées pour améliorer le statut social et les rôles économiques des femmes. La priorité devrait être donnée aux recherches menées au niveau national sur:

- i) les aspects démographiques, économiques et sociales du statut de la femme en vue de déterminer les attributs de la femme qui peuvent influencer la démographie d'un pays et ses conditions de développement;
- ii) les systèmes de collecte susceptibles d'améliorer les données sur la femme et pouvant notamment rendre possible la détermination et le suivi d'indicateurs conjoncturels simples permettant d'évaluer périodiquement le statut de la femme;
- iii) les interrelations entre le statut et les rôles de la femme et les phénomènes démographiques en vue d'établir clairement les liens de causalité et de réciprocité.

B. Implications des stratégies sur le comportement démographique

L'amélioration du statut et du rôle de la femme, grâce notamment à l'accès à l'instruction et à l'emploi salarié, semble être le moyen le plus approprié pour atteindre l'objectif de modification de son comportement démographique.

L'éducation, en particulier celle des femmes plus que celle des hommes, a en effet été identifiée comme étant le principal déterminant du comportement en matière de procréation^{30/}. Une femme éduquée a généralement un âge au premier mariage plus élevé. L'éducation des femmes permettra ainsi de retarder considérablement l'âge d'entrée dans la vie féconde, celui-ci s'étant avéré plus précoce chez les femmes d'un faible niveau d'instruction. Un couple instruit sera aussi plus réceptif aux messages de planification familiale.

L'éducation des mères permettra aussi de protéger la santé des enfants. On a en effet observé, dans plusieurs pays en développement, un risque de décéder deux fois plus élevé pour un enfant né d'une mère non instruite que pour un enfant né d'une mère dont le niveau d'instruction ne dépasse guère quatre années d'études^{31/}. Or, on s'attend à ce que la dimension idéale de la famille souhaitée par le couple évolue vers la baisse du fait de la survie effective d'un plus grande descendance.

^{30/} UNECA, Addis Abeba, 1986, op. cit.

^{31/} World Bank, 1986, op. cit.

L'emploi (en particulier l'emploi dans le secteur structuré de l'économie) jouera le même rôle que l'éducation dans le processus de modification du comportement démographique, étant donné le degré d'association élevé entre éducation et emploi. L'éducation facilitera en effet l'accès à l'emploi salarié. L'éducation et l'accès à l'emploi rémunéré permettront aux femmes de bénéficier de meilleures conditions d'existence (meilleur équilibre nutritionnel, meilleure surveillance médicale et plus grande assistance sociale), de jouir d'une relative indépendance économique et de participer davantage aux prises de décisions dans la famille et dans la société. Une telle amélioration du statut et du rôle de la femme ira généralement de pair avec des changements de comportement en matière de nuptialité et de fécondité. En effet, pour cette catégorie de femmes, l'entrée en union se fera à des âges relativement élevés et leur fécondité deviendra tardive, une descendance nombreuse devenant de plus en plus incompatible avec leurs aspirations sociales.

Le niveau d'instruction de la femme a cependant été identifié comme étant plus déterminant que l'emploi de la femme dans le processus de changement de son comportement démographique. Des auteurs comme Ridley et Morcors ont ainsi pu établir que les différences de comportement en matière de nuptialité, fécondité et planification familiale, entre les femmes qui travaillent et celles qui ne travaillent pas, sont entièrement expliquées par les différences entre les niveaux d'instruction ^{32/}.

La promotion de la planification familiale permettra à la femme de disposer des moyens de maîtrise de sa propre fécondité, aussi bien en termes techniques qu'en termes de pouvoir de décision. Compte tenu de l'importance de l'espacement des naissances dans la culture traditionnelle africaine, la stratégie relative au renforcement des mécanismes traditionnels de régulation de la fécondité permettra aussi de modifier le comportement procréateur d'une grande partie des femmes, en particulier celles vivant dans les zones urbaines. En effet, la promotion de l'allaitement maternel, outre l'intérêt qu'il présente pour la santé de l'enfant et la relation mère-enfant, aura l'avantage de maintenir un intervalle entre naissances relativement long^{33/}.

La stratégie de renforcement des organisations féminines permettra d'améliorer le statut de la femme et de modifier aussi les préférences en matière de fécondité. A titre d'illustration on peut citer le cas du Kenya où presque 22 p. 100 des femmes affiliées à l'Organisation nationale des femmes utilisent la contraception, comparés aux 8 p. 100 d'utilisatrices observés au niveau national. Des résultats similaires ont été observés dans des pays aussi différents que

^{32/} Ridley, J.C., 1969. The Changing Position of American Women. Education, Labour Force Participation and Fertility. Communication présentée à la Conférence sur Family on Transition, John E. Fogarty International Center for Advanced Study in the Health Sciences, National Institute of Health.

Morcors, W., 1974. Employment of Women and Fertility: A Field Study in El-Waily District, Cairo. In Egyptian Population and Planning Review, Cairo, June 1974.

^{33/} UNECA, Addis Abeba, 1988. Les déterminants proches de la fécondité dans quelques pays africains, ECA/POP/TP/88/1(2.1(ii)(a))

le Bangladesh, l'Indonésie et le Mexique^{34/}. Les Organisations féminines pourront aussi être utilisées pour promouvoir la planification familiale.

V. SYNTHESE ET CONCLUSIONS

Malgré les nombreuses responsabilités qu'elles assument, les femmes africaines restent, en général, défavorisées par rapport aux hommes qui bénéficient d'un statut social plus élevé, en termes de pouvoir de décision et d'accès aux moyens permettant d'améliorer la qualité de la vie. Ce sentiment de supériorité des hommes se perpétue à travers l'image traditionnelle de la femme "mère, épouse et dépendante" qui prévaut encore dans bon nombre de sociétés africaines.

Dès lors, le comportement démographique de la majorité des femmes qui se caractérise, notamment, par un âge au mariage précoce, un faible recours aux méthodes contraceptives efficaces, des activités reproductives intenses et étalées sur toute la période de procréation, résulterait de "leur position inférieure qui ne leur donne pas les mêmes possibilités que l'homme pour s'instruire et occuper un emploi" ^{35/}. Dans ces conditions, toute politique ayant pour objectifs le recul de l'âge au mariage, de l'âge d'entrée dans la vie féconde ou la maîtrise de la fécondité, devrait accorder une place importante à l'amélioration de la position de la femme pour permettre un rééquilibrage des rôles entre les sexes au sein de la famille et de la société et une meilleure intégration de la femme au développement économique et social du continent.

En effet, la crise économique, qui affecte le bien-être des populations africaines au premier rang desquelles se trouvent les femmes, a démontré la grande capacité d'adaptation dont celles-ci peuvent faire preuve en période de pénurie. Elles se sont ainsi investies davantage dans le secteur informel pour assurer la survie des ménages en ville. Elles ont mis à profit leur autonomie accrue, conséquence des migrations masculines et de la perte de revenus des hommes en ville, pour développer des intérêts nouveaux pour des activités économiques collectives (tontines, coopératives). Des groupes féminins décidés à défendre leurs intérêts commencent à émerger, particulièrement dans les milieux urbains ^{36/}.

Du fait cependant d'un lourd héritage d'inégalités de toutes sortes, les possibilités offertes par toutes les solutions apportées par les femmes elles-mêmes ont été jusqu'ici insuffisamment exploitées de telle sorte que les effets induits sont souvent restées en-deçà des résultats escomptés. Ces initiatives ont été en effet prises et menées dans un contexte resté défavorable aux femmes, la plus grande partie de leur vie active continuant à être consacrée aux activités reproductives.

^{34/} World Bank, 1986, op. cit.

^{35/} UNECA, 1985. Examen et évaluation des progrès réalisés en ce qui concerne l'intégration de la femme au développement dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour la femme. E/ECA/CM.11/13

^{36/} UNECA, Addis Abeba, 1992. Orientations de travail pour la troisième Conférence africaine sur la population.

L'évaluation de Décennie des Nations Unies pour la femme a ainsi montré que peu de progrès ont été réalisés par les gouvernements en ce qui concerne l'intégration de la femme au développement^{37/}. La plupart des gouvernements africains n'ont pas, de ce fait, joué le rôle attendu d'eux qui consistait à appuyer ces nombreuses initiatives en les organisant dans le cadre de stratégies visant à améliorer le statut social de la femme et à faire évoluer ses rôles économiques.

Les recommandations pertinentes contenues dans les différents plans adoptés par les gouvernements eux-mêmes, tels que le Programme d'action de Kilimanjaro concernant la population et le développement et la Déclaration de Dakar/Ngor sur la population, la famille et le développement durable, devraient à présent être traduites en termes de programmes et stratégies susceptibles de conduire à une meilleure intégration de la femme africaine au développement.

En définitive, étant donné le rôle que joue la promotion de la femme dans le processus de transition démographique, l'amélioration de son statut social et l'évolution de ses rôles économiques restent un préalable à la réalisation des objectifs économiques, sociaux et démographiques du continent. La promotion de la femme africaine nécessite donc l'application de programmes et stratégies dans le cadre des moyens d'intervention existants et visant notamment, au relèvement de son niveau d'instruction, à l'amélioration de ses moyens de production, de conservation et de transformation des produits et à l'augmentation de sa dotation en moyens technologiques et financiers pour la création de petites et moyennes entreprises commerciales.

^{37/} UNECA, Addis Abeba, 1985, op. cit.